



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sobotram Transports et Logistique

33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : CL/NM/2026/M_60
Code AIOT : 0005401481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle avait pour objet principal de vérifier l'exécution des mesures imposées par l'arrêté de mise en demeure en date du 26 décembre 2024 et d'examiner les modifications apportées aux installations décrites dans deux porters à connaissance déposés le 4 décembre 2024 et le 17 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de six bâtiments de stockage, d'un bâtiment dit de messagerie, d'un atelier mécanique et d'une installation de distribution de carburant.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2023-313-2 du 9 novembre 2023. Le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (seuil haut).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	VI 2025 - Protection des véhicules de transport	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD 2024 - Aires de mises en station des moyens aériens (bât. F)	AP de Mise en Demeure du 26/12/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	APMD 2024 - Compartiment age (bât. F)	AP de Mise en Demeure du 26/12/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Suite VI 2024 NC 7 - Compartiment age (1/2)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe 2	Sans objet
4	Suite VI 2024 NC 7 -	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Compartimentage (2/2)		
5	Suite VI 2024 NC 10 - Liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2	Sans objet
6	Suite VI 2024 NC 11 - Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.10.4	Sans objet
8	VI 2025 - Protection des alvéoles pour comburants (F2, F6 et F7)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.3 et 12.8.1.4	Sans objet
9	VI 2025 - Protection des alvéoles pour comburants (F8)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.4	Sans objet
10	VI 2025 - Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.10.5	Sans objet
11	PAC 2024 - Liquides inflammables et aérosols	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.1.2 et 12.8.1.6	Sans objet
12	PAC 2025 - Réorganisation de la cellule A1	Code de l'environnement du 09/11/2023, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments transmis et des constats réalisés, les prescriptions de la mise en demeure du 26 décembre 2024 peuvent être regardées comme satisfaites sous réserve d'adapter l'arrêté préfectoral d'autorisation en intégrant les modifications de stockage telles que notifiées par l'exploitant le 22 octobre 2025.

S'agissant des porter à connaissance des 10 décembre 2024 et 17 avril 2025, l'exploitant considère que les modifications qu'ils comportent ne revêtent pas un caractère substantiel au sens des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement. Après analyse, l'inspection partage cette appréciation et propose de les acter par voie d'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD 2024 - Aires de mises en station des moyens aériens (bât. F)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, APMD 1/2 : Mise en oeuvre des moyens de secours
Prescription contrôlée : La société Sobotram Transports et Logistique (...) est mise en demeure de respecter (...) dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions : <ul style="list-style-type: none">• du point 3.3.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;• du point 3.3.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ; (...)
Constats : <i>Section confidentielle.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : APMD 2024 - Compartimentage (bât. F)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, APMD 2/2 : Porte coupe-feu
Prescription contrôlée : La société Sobotram Transports et Logistique (...) est mise en demeure de respecter (...) dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions : (...) <ul style="list-style-type: none">• du point 6 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 s'agissant de l'ouverture complète de la porte piétons située dans la paroi séparant les cellules F3 et F4.
Constats : <i>Section confidentielle.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Suite VI 2024 NC 7 - Compartimentage (1/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Degré de résistance au feu des portes de la paroi cellule F2
Prescription contrôlée : (...) Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> • (...); • les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. (...)
Constats : <i>Section confidentielle.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite VI 2024 NC 7 - Compartimentage (2/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux de la bande de toiture
Prescription contrôlée : (...) Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • (...); • la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. (...);
Constats : <i>Section confidentielle.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite VI 2024 NC 10 - Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Quai de chargement/déchargement
Prescription contrôlée : Les zones de mise à quai situées devant les cellules B2, E4 et F1 dédiées au stockage de liquides inflammables sont isolées des autres zones de mises à quai par un rebord type bordure parpaing pour contenir une éventuelle nappe de liquides inflammables et éviter la propagation, via une nappe enflammée, vers les autres quais et véhicules stationnant. Pour répondre au scénario d'un feu d'un engin de transport de liquides inflammables en cours de chargement/déchargement, l'exploitant étudie, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, la possibilité de compléter ce dispositif constructif en équipant : <ul style="list-style-type: none"> • le site d'une turbine d'extinction mobile alimentée en eau et en émulseur par le nouveau groupe motopompe et la nouvelle source d'eau prévus dans le cadre de la défense

<p>incendie des cellules de stockage de liquides inflammables ;</p> <p>et/ou</p> <ul style="list-style-type: none"> les auvents situés au droit des cellules d'un système d'extinction automatique d'incendie muni de tête horizontale de type « Sidewall » alimentée en eau et en émulseur par le réseau existant.
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suite VI 2024 NC 11 - Défense extérieure contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déversoirs à mousse bas foisonnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque cellule de stockage de liquides inflammables est équipée d'une canalisation périphérique disposée à environ 1,5 m du sol alimentant plusieurs déversoirs à mousse bas foisonnement. Ce dispositif complémentaire dispose d'une réserve d'eau d'un volume de 500 m³ associée à un groupe motopompe de 750 m³/h et dispose d'une réserve d'émulseur de 15 m³. Ce dispositif est opérationnel dans les 12 mois suivant la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : VI 2025 - Protection des véhicules de transport

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Quai de chargement/déchargement - Liquides inflammables (B2 et E4)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Pour répondre au scénario d'un feu d'un engin de transport de liquides inflammables en cours de chargement/déchargement, l'exploitant étudie, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, la possibilité de compléter ce dispositif constructif en équipant :</p> <ul style="list-style-type: none"> le site d'une turbine d'extinction mobile alimentée en eau et en émulseur par le nouveau groupe motopompe et la nouvelle source d'eau prévus dans le cadre de la défense incendie des cellules de stockage de liquides inflammables ; <p>et/ou</p>

<ul style="list-style-type: none"> les auvents situés au droit des cellules d'un système d'extinction automatique d'incendie muni de tête horizontale de type « Sidewall » alimentée en eau et en émulseur par le réseau existant. <p>(...) Le moyen de défense retenu est rendu opérationnel dans un délai de douze mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la copie des justificatifs attestant de la mise en service ou du bon fonctionnement de ces nouveaux équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : VI 2025 - Protection des alvéoles pour comburants (F2, F6 et F7)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.3 et 12.8.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 12.8.1.3 : Pour les cellules de stockages F4, F5, F6, F7, F12 et F13 une protection renforcée est mise en place au niveau du système d'extinction automatique d'incendie qui dispose d'un réseau d'extinction automatique dimensionné sur la base de 6 têtes. Les racks de stockage sont composés d'alvéoles pouvant contenir jusqu'à 4 palettes.</p> <p>Art. 12.8.1.4 : Pour les cellules F2, F8, F9, F10 et F11, une protection renforcée est mise en place au niveau du système d'extinction automatique d'incendie. Les racks de stockage sont composés d'alvéoles pouvant contenir jusqu'à 4 palettes. Chaque alvéole de chaque niveau de stockage est protégée par un écran sur 5 de ces faces (la sixième permet l'accès aux palettes) et dispose d'un réseau d'extinction automatique dimensionné sur la base de 12 têtes.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.</p> <p>Il veillera à mettre à jour son étude de dangers, au plus tard à l'occasion de son prochain réexamen quinquennal.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : VI 2025 - Protection des alvéoles pour comburants (F8)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Pour les cellules F2, F8, F9, F10 et F11, une protection renforcée est mise en place au niveau du système d'extinction automatique d'incendie. Les racks de stockage sont composés d'alvéoles pouvant contenir jusqu'à 4 palettes. Chaque alvéole de chaque niveau de stockage est protégée par un écran sur 5 de ces faces (la sixième permet l'accès aux palettes) et dispose d'un réseau d'extinction automatique dimensionné sur la base de 12 têtes.
Constats : <i>Section confidentielle.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport. Il veillera à mettre à jour son étude de dangers, au plus tard à l'occasion de son prochain réexamen quinquennal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VI 2025 - Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du plan
Prescription contrôlée : (...) Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le POI et les modifications notables successives sont transmis au préfet. (...)
Constats : Au jour de la visite, le POI n'avait pas été mis à jour malgré les modifications apportées aux installations en 2024, notamment la construction du bâtiment F. Le POI révisé a été transmis par voie postale peu de temps après, le 17/11/2025. Un exemplaire a également été adressé au siège régional, à Besançon. Sa version informatique a été remise à l'occasion de l'exercice PPI réalisé courant novembre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PAC 2024 - Liquides inflammables et aérosols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 12.1.2 et 12.8.1.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications notables

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 12.1.2 : (...) Certains produits sont obligatoirement stockés dans des cellules dédiées, c'est le cas des liquides inflammables : cellules B2, E3, E4 et F1. (...)</p> <p>Art. 12.8.1.6 : (...) En dehors de la cellule E3 pouvant être dédiée et réservée exclusivement à cet effet, le stockage d'aérosols est uniquement autorisé sur des racks aménagés afin de limiter le risque de projection en cas d'incendie, notamment par la réalisation de grillages suffisamment dimensionnés et à mailles adaptées. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à formuler les observations qu'appellerait de sa part le projet d'arrêté, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : PAC 2025 - Réorganisation de la cellule A1

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/11/2023, article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications notables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Section confidentielle.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à formuler les observations qu'appellerait de sa part le projet d'arrêté, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>